

# Le **nouvel** Economiste

N° 1463 du 12 au 18 février 2009

Politique

**ENTRETIEN; Centriste de combat**

Michèle COTTA

Député de Seine-Saint-Denis, **Jean-Christophe Lagarde** est, à 41 ans, un des benjamins de l'Assemblée nationale.

Son premier vrai titre de gloire, à ses yeux, est d'avoir conquis la mairie de Drancy au Parti communiste en 2001. Après une rupture avec François Bayrou, derrière lequel il était resté une dizaine d'années, Jean-Christophe Lagarde a rejoint, avec beaucoup des anciens lieutenants de celui-ci, d'Hervé Morin à Maurice Leroy, le camp du Nouveau Centre. Centriste de gauche ou centriste de droite ? Lagarde est un **centriste de combat**, toujours prêt à dénoncer la discrimination à l'embauche des immigrés, l'absence de mixité sociale dans les banlieues, le manque de transparence dans l'attribution des marchés publics. Libre de ses choix et de ses idées, il a refusé de voter l'été dernier la loi Tépà, pourtant essentielle aux yeux des sarkozystes, parce qu'il contestait la notion de bouclier social. Un centriste atypique qui se désole de ne pas pouvoir faire avancer la société plus vite.

La passion politique a des raisons que la raison ne connaît pas. Ainsi en est-il de Jean-Christophe Lagarde, maire de Drancy et député de Seine-Saint-Denis, un des benjamins du Nouveau Centre - mouvement centriste rival du Modem de François Bayrou -, dont il est président exécutif.

Traits juvéniles, joues rondes, air de quelqu'un à qui on donnerait le Bon Dieu sans confession, il a effectué, depuis qu'il s'est lancé dans la politique, à 27 ans, un parcours exemplaire: secrétaire général, puis président des Jeunes démocrates sociaux, conseiller municipal d'opposition, puis conseiller régional d'Ile-de-France, son premier véritable titre de gloire est d'avoir conquis la mairie de Drancy au Parti communiste en 2001. La défaite de la gauche à la présidentielle, puis aux législatives de 2002, l'amène tout naturellement à l'Assemblée nationale, où il a été réélu en 2007.

La politique, il connaît et il aime depuis qu'il est tout petit. Il est tombé dans le chaudron à l'âge de dix ans. Rien ne l'y prédisposait, pourtant. Ses parents, père informaticien, mère secrétaire, ne s'intéressaient nullement à la chose publique, n'ayant jamais, au grand jamais, participé à un meeting de quelque parti que ce soit, et se contentant de mettre leur bulletin dans l'urne, le moment des scrutins nationaux venu.

## **Ni Mitterrand ni Chirac**

C'est avec ses professeurs que le jeune Jean-Christophe discutait de politique.

*«Je me disputais déjà avec eux, dit-il, car je sentais que nous n'avions pas la même sensibilité. Cela les dérangeait, mais cela les amusait aussi, de voir un gosse défendre ses idées. Très tôt en effet, je me suis aperçu que la politique façonnait la vie des gens, qu'elle était au point de rencontre entre les aspirations collectives et les besoins individuels.»*

*«Lorsque Mitterrand est arrivé à l'Élysée en 1981, se souvient-il, j'avais quatorze ans, et je me souviens avoir été le seul, dans la cour de récréation, à douter du programme politique sur lequel il avait été élu!»* Des années plus tard, en 1995, au moment où il se lance lui-même à fond dans la politique, l'élection de Jacques Chirac ne le ravit pas davantage. *«Chirac m'a toujours paru outrancier, je déteste autant les excès de la droite que la bonne conscience que se donne la gauche, vous savez, cette façon qu'a la gauche de porter toujours son cœur en bandoulière.»*

Conclusion: *«J'ai senti tout de suite que je ne voulais pas me contenter d'être spectateur: je ne voulais pas donner des leçons à la terre entière sans jamais rien faire pour que les choses changent.»* Tout naturellement, refusant à la fois Mitterrand et Chirac, Lagarde se retrouve dans les années 80 en Raymond Barre, *«qui lui, au moins, ne devrait pas la pilule aux Français».*

Le voilà donc qui, à seize ans, écrit une longue lettre à l'ancien Premier ministre. Comme il se doit, ce n'est pas Barre qui prend contact avec le jeune homme, mais sa fidèle assistante parlementaire, Sylvie

Dumaine, qui l'embarque bientôt dans la campagne de Raymond Barre, candidat à l'élection présidentielle en 1988.

*« Dans une campagne présidentielle, convient Lagarde aujourd'hui, Raymond Barre n'était pas vraiment aimable. Les gens cherchent à rêver, à espérer. Avec lui, ce n'était pas le cas. Au surplus, il a été trahi par François Léotard et les siens. Il était naturel qu'il perde ! »*

Revoici François Mitterrand à l'Élysée. Le jeune Lagarde vit cette nouvelle élection avec une grande déception. Il en conclut que décidément, il n'est ni à droite ni à gauche. *« Il n'y a pas de solution parfaite, dit-il aujourd'hui, il y a toujours des avantages et des inconvénients. Il faut les évaluer, les peser, chercher à comprendre, puis, après seulement, trancher. »*

Vingt ans après l'échec de Raymond Barre, Jean-Christophe Lagarde, devenu maire et député de Drancy, est resté centriste, même si, chemin faisant, il a abandonné le parti de François Bayrou, avec lequel il a rompu en 2007. Pourquoi ? Parce que, dit-il, après le premier tour de l'élection présidentielle, Bayrou n'a pas respecté le deal proposé à ses troupes. *« Il n'a pas pu résister à dire qu'il ne voterait pas Sarkozy. Il est tombé du côté de la gauche. En réalité, il n'a pas su gérer son orgueil face à son échec. Je l'ai vu tirer un trait de plume sur le centre droit, alors qu'il nous avait dit vouloir réunifier le centre droit et le centre gauche. »*

### **Centriste, de droite et de gauche...**

Oublié, donc, aujourd'hui, ce compagnonnage avec François Bayrou qui aura duré près de dix ans. Bien malin, pourtant qui pourrait dire si Lagarde est un centriste de droite ou un centriste de gauche. Un exemple: son combat pour la mixité sociale, qui passe avant tout par la construction de logements sociaux. Un combat qui l'a amené, il y a deux ans, à déposer une proposition de loi *« un peu provocatrice »*, convient-il : Jean-Christophe Lagarde a demandé, dans l'hémicycle, que le maire d'une commune soit déclaré inéligible s'il refusait d'atteindre le quota de 20% de logements sociaux. Pourquoi ? Parce que les gens doivent vivre ensemble, dit-il, parce qu'à force de séparer riches et pauvres, Français issus de l'immigration et les autres, on en arrive aujourd'hui, sans le dire, à *« ghettoïser »* la France. Cette urbanisation absurde, il vient de la dénoncer, dans un récent ouvrage plus polémique qu'on ne l'attendrait précisément d'un centriste, comme une des premières *« hypocrisies françaises »*. Urbanisation concentrationnaire, qui aboutit à ce qu'entre Saint-Denis, Montreuil et la Courneuve, la délinquance soit la plus élevée de l'Ile-de-France. Alors que la simple application de la loi sur les logements sociaux permettrait la fluidité sociale.

### **Les lenteurs de l'intégration**

Autre combat de Jean-Christophe Lagarde, lié au premier : l'intégration. Lorsqu'on lui demande si elle progresse, il admet, du bout des lèvres, que les deux catégories populaires (il ne dit pas communautés) s'acceptent mieux. A ses yeux, on est néanmoins loin du compte : la discrimination à l'emploi demeure, selon lui, très importante. Certains, sur place, en Seine-Saint-Denis, ou plus largement dans les départements proches de Paris, arrivent, bien sûr, à contourner cette discrimination: *« Les Beurs n'entrent pas dans les entreprises, dit-il, ils les créent. Comme ils bossent plus que les autres, ils choisissent parfois les métiers les plus difficiles et ils les font bien. »*

### **Le faux discours de la République**

Mais, pour le plus grand nombre, la discrimination à l'emploi reste la règle. Lorsqu'il a interrogé ses services sur le nombre des Rmistes dans sa ville, Jean-Christophe Lagarde a trouvé, dit-il, une proportion indécente de gens d'origine étrangère: *« J'ai vu des jeunes qui ont leur bac, qui ont derrière eux trois ans d'études informatiques, et qui ne trouvent toujours pas de boulot. L'effet de cette mise à l'écart qui ne dit pas son nom est grave: elle est la démonstration quotidienne que parce qu'on s'appelle Mohamed ou Ali, on ne trouve pas sa place dans la société. Je reste convaincu que la France rate ainsi une occasion formidable, car ces travailleurs-là sont plus motivés que les autres. »* Sur le sujet, il raconte volontiers l'histoire de cet Indien rencontré dans un avion. Celui-ci lui a raconté qu'après n'être resté en France que six mois, en 1965, il était devenu milliardaire aux Etats-Unis. *« La République, conclut-il, vend un discours qu'elle n'applique pas ! »*

Bref, on le voit, ce jeune dirigeant du Nouveau Centre est tout sauf résigné. Tout, dans son attitude, trahit impatience et volonté d'agir: il parle vite, marchant de long en large de son bureau en démontrant, phrase après phrase, tout ce qui en France conduit à l'inertie: une fiscalité injuste, qui accroît les inégalités au lieu de les gommer. La reproduction des élites, *« où l'on hérite plus qu'on ne mérite »*. L'absence de transparence sur les marchés publics, où les dés sont le plus souvent pipés. Un paritarisme

malade, « *avec des organismes de gestion paritaires gérés par des irresponsables qui ne représentent rien, des partenaires sociaux qui ne tombent jamais d'accord entre eux, dans un seul but : que les politiques finissent par prendre, eux, les décisions impopulaires !* »

Alors, sarkozyste ou pas, Jean-Christophe Lagarde ? C'est selon. Dans sa volonté de rupture et de réforme, oui. Mais il a été un des seuls parlementaires du Nouveau Centre à ne pas voter la loi TEPA, l'été dernier, parce qu'il contestait la mesure concernant le bouclier fiscal. Un partenariat avec Sarkozy, oui, une soumission de nature féodale, non.

Ainsi, dans le monde politique tel qu'il est aujourd'hui, Jean-Christophe Lagarde, jeune loup centriste au visage amène, est assez largement à part. Pas tout à fait rallié à Nicolas Sarkozy, mais pourtant dans son camp. Ayant rompu avec François Bayrou, mais gardant ses distances avec certains de ses camarades du Nouveau Centre. Indigné par les pesanteurs de la société française. Et presque sévère, finalement, avec le président de la République et toute la classe politique lorsqu'il dit, en matière de conclusion à un entretien qui a duré près de deux heures: « *Le monde a changé, la structure familiale et sociétale a changé, et nous, la France, nous n'avons pas changé* ».